

Un autre consiste à publiciser et à contrer les efforts sud-africains de propagande et de censure dans chacun de nos pays.

Un troisième consiste à se concerter pour resserrer et renforcer l'application de l'embargo onusien obligatoire sur les armes et notamment interdire l'importation d'armes d'Afrique du Sud.

Un quatrième, auquel on pourrait recourir avec plus de diligence, consiste à organiser des démarches conjointes par des pays du Commonwealth auprès de nations qui n'ont pas adopté de sanctions semblables à celles prises par le Commonwealth. Nous croyons que des pressions du genre ont encouragé le Japon à réduire ses importations de charbon sud-africain.

Aucun de ces moyens ne produira des miracles. Mais, si nous y recourons de façon systématique et globale, nous accroîtrons d'autant la pression en faveur du changement.

Il en va de même du soutien actif et visible que nous accordons aux victimes et aux adversaires de l'apartheid.

Le général Obasanjo a préparé un rapport sur les besoins des États de première ligne en matière de sécurité. Le professeur Cornford et l'archevêque Scott ont mis sur pied un réseau d'organisations non gouvernementales qui formeront des noirs sud-africains. Des mécanismes efficaces permettent aux ONG et aux gouvernements de venir en aide aux victimes de l'apartheid. Le Secrétariat élabore actuellement une nouvelle stratégie sur le commerce et l'investissement en Afrique australe.

Ce sont toutes là des occasions pour chacun des membres du Commonwealth de renforcer cette aide visible et pratique. Nous espérons que les chefs de gouvernement examineront ces mesures et d'autres encore.